



HANDOUT/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

Un aperçu de l'affreuse réalité de l'accord avec l'Iran

En octobre, les pilotes iraniens pourraient bourdonner au-dessus des têtes dans des avions de combat russes ou chinois.

- Brent Nagtegaal
- [11/09/2020](#)

Il y a cinq ans ce mois-ci, des diplomates d'Europe, de la Russie, de la Chine, des États-Unis et d'Iran ont émergés de leurs chambres d'hôtel à Vienne en fin d'après-midi pour annoncer qu'un accord avait finalement été conclu. Le Plan d'action global commun (PAGC), plus connu sous le nom d'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, a été l'aboutissement de trois années exténuantes de négociations. Ce fut le couronnement de la politique étrangère de l'administration Obama.

En défendant l'accord, l'administration Obama a harangué les dissidents—qu'ils soient israéliens, républicains ou même des démocrates égarés—en disant qu'il n'y avait que deux options avec l'Iran : la guerre ou l'accord. Les critiques, cependant, ont déclaré que l'accord sur le nucléaire, au mieux, ne retardait que de 10 à 15 ans la poursuite de l'arme nucléaire par l'Iran, date à laquelle il recevrait la validité juridique de son programme nucléaire.

Mais une partie de l'accord avait *très peu* à voir avec le programme nucléaire iranien.

Dix jours avant que l'intégralité de l'accord ne soit annoncée, *l'Iran a demandé la fin de l'embargo sur les armes contre lui et la fin de l'interdiction de ses essais de missiles balistiques.*

L'accord sur le nucléaire iranien a été vendu au public par une presse américaine flatteuse comme un accord qui n'a rien à voir avec les activités destructrices et déstabilisatrices de l'Iran dans le monde. C'était simplement un moyen d'arrêter la marche de l'Iran vers la bombe. Et pour cela, on nous a dit, nous pourrions être reconnaissants.

Ce récit a toutefois volé en éclats, lorsque l'Iran a demandé que l'embargo sur les armes conventionnelles soit levé dans le cadre de l'accord.

On a rapporté que le négociateur en chef des États-Unis, John Kerry, était furieux de la demande de dernière minute de l'Iran. Néanmoins, comme pour la plupart des demandes successives de l'Iran, l'Amérique a éventuellement plié.

« En une semaine », écrit Jay Solomon dans *The Iran Wars* (les guerres iraniennes), « les États-Unis et leurs partenaires ont cédé aux positions de l'Iran, mais avec un rebondissement. L'embargo sur les armes serait levé dans cinq ans... plutôt qu'immédiatement. »

Et donc, nous y voilà, cinq ans plus tard. En octobre, l'embargo sur les armes contre l'Iran expirera.

Jusqu'à présent, l'Iran a dû se débrouiller avec des armes produites dans le pays, ainsi qu'avec une flotte vieillissante d'avions vendus à l'Iran avant le début de l'embargo. Même avec cette portée limitée d'armements, l'Iran a dominé ses voisins et a menacé l'État juif avec des guerres répétées.

Mais maintenant, dans trois mois à peine, l'État numéro un dans le monde à parrainer le terrorisme pourrait être équipé avec des armes conventionnelles qui feraient pencher l'équilibre du pouvoir au Moyen-Orient.

Cela signifie que « L'Iran sera libre d'acheter des avions de combat de fabrication russe pouvant frapper jusqu'à un rayon de 3 000 kilomètres—mettant des villes comme Riyad, New Delhi, Rome et Varsovie dans sa ligne de mire », a déclaré le secrétaire d'État américain Mike Pompeo au Conseil de sécurité des Nations Unies en fin juin. « L'Iran sera libre de moderniser et d'étendre sa flotte de sous-marins pour menacer davantage la navigation internationale et la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz, le golfe Persique et la mer d'Oman. »

L'Iran sera également libre de devenir le plus grand marchand d'armes au monde pour des régimes voyous et des entités terroristes du monde entier. Il le fait déjà avec des armes produites localement, mais maintenant il pourra le faire avec des armes qu'il achète sur le marché libre.

Naturellement, l'administration Trump a lancé une campagne pour faire en sorte que l'embargo sur les armes iraniennes soit prolongé. Jusqu'ici cependant, tous les autres signataires de l'accord sur le nucléaire n'ont pas bougé. Les soi-disant alliés de l'Amérique, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ne se sont pas rangés du côté des États-Unis. De plus, la Russie et la Chine ne sont pas seulement impitoyables pour mettre fin à l'embargo, elles font la queue pour être les fournisseurs d'armes de l'Iran.

Il est possible que dans les prochaines semaines, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est chargée de vérifier la conformité par l'Iran de l'accord nucléaire, accusera l'Iran d'être en violation de l'accord, ce qui devrait conduire à une prolongation automatique de l'embargo. Cependant, la Russie et la Chine s'efforcent déjà de discréditer le travail de l'AIEA. En juin, la Chine a rejeté le rapport de l'AIEA selon lequel l'Iran refusait de permettre aux inspecteurs de voir des sites nucléaires potentiels. La Russie a également déclaré que le chef de l'AIEA, Rafael Grossi, se livrait inutilement à des « recherches historiques » sur les activités passées de l'Iran.

Cela signifie que si l'AIEA annonçait que l'Iran transgresse l'accord, la Russie et la Chine pourraient choisir de ne pas y croire et décider de vendre de toute façon des armes à l'Iran. Cette semaine, le journal *New York Times* a révélé que la Chine travaillait avec l'Iran pour garantir un partenariat commercial et d'investissement de 400 milliards de dollars américains.

Certes, les États-Unis ont d'autres options disponibles pour empêcher les Iraniens d'acquérir des armes sophistiquées sans que le CSNU n'accepte de prolonger l'embargo. Cela pourrait passer par des sanctions individuelles punitives contre des entités russes ou chinoises qui vendent des armes à l'Iran. Mais celles-ci seraient difficiles à appliquer.

Mais le fait que les États-Unis doivent lutter si durement pour empêcher les nations puissantes de vendre des armes au principal État qui parraine le terrorisme mérite qu'on y réfléchisse.

L'Iran partage régulièrement son désir d'imposer sa révolution islamique au monde. Il parle régulièrement d'effacer Israël de la carte. Mais des pays de premier plan comme la Chine et la Russie sont prêts à lui donner des munitions.

Il vaut également la peine de réfléchir à ce à quoi ressemblerait le Moyen-Orient si Hillary Clinton avait été élue présidente des États-Unis au lieu de Donald Trump. Nul doute que l'accord nucléaire se serait poursuivi sans relâche avec la bénédiction des États-Unis. Il n'y aurait pas eu de sanctions sur les exportations iraniennes, ce qui aurait procuré à l'Iran un revenu supplémentaire estimé à 200 milliards de dollars. L'Iran aurait également bénéficié d'accords commerciaux lucratifs avec d'énormes sociétés multinationales qui faisaient la queue pour faire des affaires avec lui. Des entreprises telles que Boeing, Airbus, Renault, General Electric, les chemins de fer russes, Gazprom, Total, Eni et Siemens avaient toutes des accords en cours lors de la mise en œuvre de l'accord nucléaire. Un tel investissement financier aurait rempli les poches des hommes d'affaires internationaux et du régime iranien, en transformant le pays, encore plus, en une puissance régionale.

Et qu'aurait fait l'Iran avec cet argent supplémentaire ?

Quelqu'un doute-t-il que le régime iranien aurait fait ce qu'il a toujours fait : utiliser ces ressources pour viser de plus en plus l'État juif avec des armes plus puissantes ? Sans aucun doute, l'Iran aurait déjà attaqué la nation d'Israël.

L'accord nucléaire iranien était si affreux que même avec l'élection de Donald Trump et l'imposition des sanctions financières américaines les plus strictes au régime, l'Iran est toujours sur le point d'avoir accès au marché ouvert des armes.

En tant que rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry a beaucoup écrit au cours des quatre dernières années, que l'élection de Donald Trump a été un moment vital pour les États-Unis. Cela n'a pas été dit pour déifier le président, mais plutôt pour reconnaître l'accomplissement d'une ancienne prophétie.

Comme M. Flurry explique dans son livret *Great Again* (Grande à nouveau), une prophétie trouvée dans 2 Rois 14 stipule que quelqu'un entrerait en scène dans notre temps pour sauver l'Israël biblique. (Pour comprendre qui sont les descendants modernes des anciens Israélites, s'il vous plaît demander notre livre gratuit [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#), par Herbert W. Armstrong.)

Sans l'élection du président Trump, la république constitutionnelle des États-Unis aurait été perdue au profit des forces qui veulent l'effacer. Parallèlement à cela, si M. Trump n'avait pas été élu, rien ne garantit que l'Iran n'aurait pas déjà attaqué Israël.

Loin de garantir un avenir sûr au Moyen-Orient, l'accord nucléaire conclu par l'administration Obama avec l'Iran poussait à

une restructuration radicale du Moyen-Orient. Elle a payé en argent liquide l'adversaire traditionnel de l'Amérique tout en rabaisant et en isolant les alliés traditionnels de l'Amérique.

Pourtant, même avec un apport continu de preuves que l'Iran cherche toujours à détruire Israël, qui est prêt à se tenir aux côtés d'Israël, en dehors du président Trump ?

Le rétablissement de l'alliance de l'Amérique avec Israël et sa position ferme contre l'Iran face aux critiques internationales sont des preuves supplémentaires du rôle prophétique que joue le président Trump. Mais même Donald Trump ne pourra pas retenir l'Iran pour toujours.

Il est essentiel que vous compreniez la signification prophétique de l'élection du président Trump et comment cela a remodelé le monde.

